

Rwanda : qui a tué Habyarimana ? De nouveaux éléments jettent le trouble

Thomas Nagant

RTBF, 10 janvier 2013

Le 6 avril 1994, l'avion du président Habyarimana est abattu par un tir de missile, le génocide des tutsis démarre dans les minutes qui suivent.

Dans la foulée, deux gendarmes français et l'épouse de l'un d'eux sont assassinés à Kigali. Par qui et pourquoi ? Près de 20 ans plus tard, les familles qui ont subi des pressions restent sans réponse.

Gaëtan Lana, le frère de Gilda Didot-Lana témoigne : *"Il y a des personnes qui sont venus chez mes parents leur faire signer ce fameux papier disant qu'ils ne devaient pas tenter des poursuites contre l'Etat suite à cette affaire"*. Toujours des gendarmes, précise-t-il.

Aucune enquête n'a jamais été ouverte. Alain Didot et René Maïer étaient pourtant tous les deux coopérants militaires. Didot, spécialiste des transmissions, était équipé à son domicile pour écouter les conversations radios, était-il devenu un témoin gênant ?

C'est ce que pense Jacques Morel, auteur d'une vaste enquête sur le Rwanda, *La France au cœur du génocide des Tutsi*. *"A mon sens, c'est probablement parce qu'il a été utilisé pour écouter les communications entre l'avion et la tour de contrôle. Leur assassinat reste un mystère pour moi, il est lié à l'attentat"*.

Certificat médical

Sur ce certificat de l'armée française établi par un certain Docteur Thomas, on apprend en tout cas que René Maïer serait mort une demi-heure après l'attentat. Il y est étrangement question d'une mort accidentelle... par balles.

Mais, coup de théâtre, interrogé récemment par la justice française, le Dr Thomas révèle qu'il n'a jamais ni signé, ni rédigé ce document... *"Si j'avais établi cet acte, j'aurais été*

beaucoup plus précis et j'aurais établi un double”, témoigne-t-il.

Le document serait donc un faux établi par l'armée française.

Pour quelles raisons ? Des français sont-ils impliqués directement ou

indirectement dans l'attentat ? Des questions auxquelles l'enquête française sur l'attentat du 6 avril 1994 en France répondra peut-être dans les mois qui viennent.